

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Non à l'agression des Etats-Unis contre le Venezuela ! Non à la domination impérialiste des Etats-Unis sur l'Amérique Latine ! Unité du prolétariat contre l'impérialisme et tous les États bourgeois !

Au moment d'écrire ces lignes, nous ignorons si les États-Unis mettront leurs menaces à exécution et envahiront le Venezuela. Mais la fermeture de l'espace aérien vénézuélien, la saisie d'un pétrolier et les sanctions économiques constituent déjà une agression contre ce pays ; de même, l'assassinat en haute mer de près de 100 prétendus narcotrafiquants, par le feu d'une lourde artillerie aérienne et fluviale concentrée sur les côtes vénézuéliennes, est un acte de guerre — revendiqué comme tel par le gouvernement états-unien : la « guerre contre la drogue ».

L'agression contre le Venezuela, orchestrée sous les auspices de l'éternel candidat au prix Nobel de la Paix, Donald Trump, s'inscrit dans un regain d'agressivité de l'impérialisme états-unien envers l'Amérique latine : menaces d'envoyer des troupes au Mexique, de s'emparer du canal de Panama, déploiement de soldats en Équateur, menaces contre le gouvernement colombien, ingérence flagrante dans les élections au Honduras et en Argentine, recours aux droits de douane pour tenter d'influencer la politique intérieure brésilienne, etc

Cette agressivité s'exerce aussi au détriment de ses « alliés » (Canada, Europe, etc.) et envers des pays du monde entier. Cependant, dans le cas de l'Amérique latine, la domination états-unienne a une longue histoire qui remonte à la doctrine Monroe qui, dès 1823, a défini cette région du globe comme l'issue naturelle (un « arrière-cour », un « terrain de chasse ») de l'impérialisme états-unien, en excluant les autres grandes puissances. Cette doctrine a servi à justifier les innombrables interventions politiques, économiques et militaires des États-Unis afin de maintenir et d'accroître leur domination ; rappelons leur soutien irremplaçable aux « dictatures gorilles » des années 1960 et 1970 (comme le coup d'État au Chili, organisé sous les auspices du prix Nobel de la Paix Henry Kissinger). Aujourd'hui, Washington la revendique officiellement (la « doctrine Donroe », corollaire trumpien de la « doctrine Monroe »).

Le prétexte invoqué est la lutte contre la drogue (prétexte également utilisé contre le Canada et la Chine), mais la réalité est qu'il s'agit de restaurer la primauté états-unienne dans la région et, comme en 1823, de contrer l'influence croissante de puissances impérialistes rivales, en l'occurrence la Chine. En quelques années seulement, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Amérique du Sud et multiplie ses investissements afin d'accroître encore ses parts de marché et son accès aux matières premières indispensables à sa croissance économique. Selon les derniers chiffres (juin), 90 % du pétrole vénézuélien (400 000 barils par jour) était exporté vers la Chine, compensant largement la fermeture des marchés états-unien et européen à la suite des sanctions américaines.

Face au chavisme, les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis, n'ont jamais cessé d'agir comme ce qu'elles sont : des puissances impérialistes. Sanctions économiques, sanctions militaires, pressions diplomatiques, campagnes médiatiques sur les « droits humains » : voilà leurs armes habituelles. Elles parlent de « lutte contre la drogue », de « défense de la démocratie » ou de « droits humains », mais ces mots renvoient au désir de contrôler l'accès à l'une des plus grandes réserves pétrolières du monde ; à la protection des intérêts directs d'entreprises comme Chevron et d'autres groupes ; et, en définitive, à la défense de la position dominante des États-Unis dans leur « arrière-cour » latino-américaine.

Le Venezuela sert d'arène aux divers impérialismes en concurrence ; quant à la population laborieuse, elle sert de force économique, sociale et potentiellement militaire.

LA GUERRE DU GOUVERNEMENT MADURO CONTRE LE PROLÉTARIAT ET LES MASSES EXPLOITÉES DU VENEZUELA

Le Venezuela n'est pas un pays socialiste ni une exception miraculeuse au capitalisme mondial. C'est un pays

capitaliste dépendant, inséré dans une gestion subordonnée au sein de la hiérarchie impérialiste, conformément à la loi du développement inégal et combiné. Ce développement s'est construit à partir d'un capitalisme rentier. Les revenus pétroliers, captés par l'État, ont été redistribués de manière instable, puis ont été dévorés par la crise et les sanctions. Le chavisme a représenté, pendant une phase, une forme particulière de domination bourgeoise, c'est-à-dire : — l'utilisation des revenus pétroliers pour accorder des réformes partielles à des familles pauvres (programmes sociaux, subventions, etc.) ; — la construction d'un bloc de pouvoir autour de l'appareil d'État, de l'armée, d'une nouvelle bourgeoisie et de certaines petites bourgeoisies bolivariennes ; — l'habillage idéologique : discours socialiste, anti-impérialiste en paroles, culte du chef, mythe bolivarien. Ce régime n'a jamais remis en cause la production marchande, le salariat ni la domination de classe.

Quand la crise de la rente, l'effondrement économique et les sanctions se combinent, les concessions s'évaporent : inflation, perte des salaires et des pensions, pertes d'emplois, exode de travailleurs.

Il ne s'agit pas de l'effondrement du socialisme : c'est l'effondrement d'un capitalisme nationaliste fondé sur la rente, qui a utilisé, oui, un langage de gauche pour mieux encadrer les exploités.

Le gouvernement Maduro, qui se vante d'une croissance économique renouvelée, mène en réalité une véritable guerre de classe contre le prolétariat, conjointement avec l'organisation patronale Fedecámaras. Aux salaires de misère, aux pensions de famine, à l'inflation galopante (qui, selon le FMI, devrait atteindre 548 % en 2025), aux mesures pro-entreprises et à la fin des conventions collectives, s'ajoute la répression contre les prolétaires qui protestent, en emprisonnant des centaines d'entre eux. Pendant ce temps, le chef de l'État organise une prétendue « *Assemblée constituante ouvrière* » pour « *refonder, transformer et organiser le mouvement ouvrier* », c'est-à-dire pour instaurer un contrôle étatique sur les syndicats et régimenter le prolétariat, en serrant encore un peu plus la corde qui le tient déjà ligoté.

Les prolétaires du Venezuela n'ont rien à gagner à se rallier à la défense de la patrie, comme l'exige le gouvernement Maduro. Ils doivent lutter pour obtenir des augmentations de salaires, des pensions et des prestations sociales à la hauteur de l'inflation, s'opposer aux licenciements et à la répression, et conquérir la possibilité de s'organiser indépendamment de l'État bourgeois.

Mais la lutte ne doit pas être menée du point de vue d'une « *démocratie réelle* », comme le prétendent les directions syndicales (1), ni au nom de la défense de « *nos intérêts nationaux* », comme l'affirment des organisations « anticapitalistes » (2) : les prolétaires n'ont pas d'intérêts nationaux communs avec les autres classes de la nation, mais des intérêts **internationaux, de classe**, communs avec les prolétaires de tous les pays ; ils ne doivent pas demander à la bourgeoisie une véritable démocratie — c'est-à-dire la coexistence sans heurts entre plusieurs classes sociales, exploités et exploités —, mais au contraire aspirer à renverser le pouvoir des exploités bourgeois et à établir leur pouvoir **antidémocratique** : le pouvoir du prolétariat et des exploités.

L'opposition de droite pro-impérialiste, dirigée par María Corina Machado, activiste d'extrême droite récemment récompensée par le prix Nobel de la Paix, n'est absolument pas une solution pour les travailleurs vénézuéliens. Si María Machado arrivait au pouvoir, elle poursuivrait les mêmes politiques antisociales que Maduro, tout en élargissant les privatisations et en ouvrant davantage encore le pays aux investissements états-unis et à ceux d'autres pays. En tout état de cause, passer de Maduro à une opposition pro-impérialiste ne signifie pas sortir du capitalisme : cela signifie simplement changer les gestionnaires bureaucratiques, le style du discours et les protecteurs internationaux.

LES TÂCHES DES PROLÉTAIRES DES ÉTATS-UNIS ET DES AUTRES PAYS IMPÉRIALISTES

Les prolétaires des pays impérialistes doivent s'opposer aux campagnes contre le Venezuela, comme à celles qui frappent d'autres pays : les sanctions économiques, les blocus, la pression diplomatique, les interventions « humanitaires » ou les opérations militaires font partie de l'arsenal utilisé pour établir ou renforcer la domination impérialiste sur les pays plus faibles, afin d'obtenir des avantages de toutes sortes. La domination impérialiste doit être combattue sans hésitation, non au nom de la trompeuse idéologie démocratique-bourgeoise, de l'égalité des nations et du respect du « droit international » ; mais parce que cette domination renforce l'ennemi de classe et rend plus difficile la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes, en facilitant la corruption de certains secteurs de l'« aristocratie ouvrière ». Tout affaiblissement du pouvoir de la bourgeoisie impérialiste est un facteur positif dans l'antagonisme de classe avec elle ; en même temps, tout affaiblissement de l'impérialisme allège la pression sur les prolétaires des pays dominés, qui sont toujours les premières victimes des actions impérialistes. La solidarité de classe avec les prolétaires

des pays dominés est donc un impératif de la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes et non un vague devoir moral de charité humanitaire.

Les prolétaires des pays impérialistes, et en particulier les prolétaires états-uniens, doivent manifester cette solidarité non seulement en refusant de participer à la campagne contre le Venezuela, en dénonçant la rhétorique de la lutte contre la drogue, la démocratie et les droits humains — rhétorique qui ne sert qu'à camoufler les sordides intérêts impérialistes —, mais aussi en s'opposant aux mesures gouvernementales contre les immigrés légaux et illégaux, vénézuéliens et autres. Récemment, des centaines de milliers d'immigrés, dont 600 000 Vénézuéliens, ont perdu le droit de séjour aux États-Unis, ce qui les condamne à la clandestinité (3). La solidarité avec les prolétaires immigrés est essentielle pour renforcer l'ensemble du prolétariat face à une bourgeoisie qui n'hésite pas à recourir à la force pour défendre ses intérêts, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Face aux tensions croissantes entre États, à la crise économique, aux sanctions, à la misère et à la menace de guerre, le prolétariat n'a qu'un seul chemin : celui de la lutte internationale de classe. Cela implique : aucun « soutien tactique » au gouvernement Maduro ; rupture totale avec tous les fronts communs avec la bourgeoisie, qu'ils soient patriotiques, démocratiques ou « anti-impérialistes » ; rejet de tous les camps bourgeois : Maduro, l'opposition libérale, les gouvernements impérialistes, les blocs régionaux ; reprise de la lutte de classe indépendante des partis et syndicats défenseurs de l'ordre bourgeois ; travail pour la reconstitution d'un mouvement communiste international unifiant les luttes des prolétaires du Venezuela, des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Ni les menaces de Washington, ni les discours patriotiques de Caracas, ni les promesses de l'opposition bourgeoise ne peuvent offrir une issue aux exploités. Tous ces camps défendent la propriété privée, le travail salarié, la concurrence généralisée entre entreprises et États, c'est-à-dire les bases mêmes de l'exploitation capitaliste.

Les prolétaires du Venezuela doivent refuser de mourir pour la patrie ; les prolétaires des États-Unis et d'Europe doivent refuser de soutenir leurs sanctions, leurs flottes, leurs bases militaires. Partout, ils s'agit de renouer le fil rompu de Liebknecht, de Lénine et des deux premières années de la IIIe Internationale : l'ennemi principal, pour chaque prolétaire, se trouve dans son propre pays : sa propre bourgeoisie et son propre État.

Ce n'est qu'en unissant leurs luttes par-delà les frontières, sur la base d'un programme communiste de destruction du capitalisme et de la société de classes, que les travailleurs du Venezuela et du reste du monde pourront sortir du piège mortel dans lequel les diverses bourgeoisies tentent de les enfermer.

(1) Voir l'accord syndical unitaire du 12/12/25 : <https://correspondenciadeprensa.com/?p=51016>

(2) Voir la « déclaration unitaire » contre l'agression impérialiste du 3/10/2025, signée par Marea Socialista, Patria para Todos, Partido Socialismo y Libertad, Liga de Trabajadores por el Socialismo, Revolución Comunista : <https://www.laizquierdadiario.com.ve/Basta-de-agresion-imperialista-a-Venezuela-Fuera-tropas-de-Trump-del-Caribe-y-de-America-Latina>

(3) Le 7 novembre, la Cour suprême des États-Unis a confirmé la décision de l'administration Trump, prise au début de cette année, de révoquer le statut légal de plus d'un million de migrants, dont 605 000 Vénézuéliens, 330 000 Haïtiens, 170 000 Salvadoriens, 101 000 Ukrainiens, 51 000 Honduriens, etc. : <https://www.uscis.gov/save/current-user-agencies/news-alerts>



parti communiste international

20/12/2025 Imp. Spé.- supplément au Prolétaire n° 559- www.pcint.org
Lisez la presse du PCI: Le Prolétaire / Programme Communiste / Communist
Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian
